

Plus de 350 universitaires ont déclaré qu'ils refusaient de se laisser intimider par l'administration Trump sur la question de la Palestine

Description

Michael Arria 17 octobre 2019



Etudiants de l'université de Caroline du Nord à Chapel-Hill le 24 décembre 2012. (Photo:Facebook)

Plus de 350 universitaires ont signé une pétition soutenant les droits palestiniens et déclarant qu'ils ne se laisseraient pas intimider par l'administration de Trump qui a ciblé radicalement des programmes d'études universitaires sur le Moyen-Orient. La pétition a été diffusée par Jewish Voice for Peace (JVP, Voix juive pour la Paix), en réponse au Département de l'Éducation (DOE) qui a mené une enquête sur une conférence universitaire sur Gaza ayant eu lieu l'an dernier.

En mars passé, le Consortium pour les Etudes sur le Moyen-Orient (un programme conjoint entre l'université de Caroline du Nord et l'université Duke) a organisé une conférence intitulée « Conflit à Gaza : personnes, politiques et possibilités ». Lors de cette manifestation, [un Palestinien a chanté une chanson satirique](#) à propos d'un Arabe développant des sentiments amoureux pour une militaire des forces de défense israéliennes. Un blogueur pro-israélien a publié un post sur la chanson, sans contexte, déclenchant de la part d'un membre local du congrès, appartenant au parti républicain, un appel à ce que le DOE enquête sur le programme et son antisémitisme potentiel.

Le mois dernier, le DOE a rendu publics les résultats de cette [investigation](#) sous la forme d'une lettre, qui se lit comme une menace directe contre ce programme et d'autres analogues. Elle réclamait une ventilation précise du budget potentiel et impliquait de fait que toute subvention au titre de l'article VI serait coupée sauf si le programme devenait davantage pro-israélien et moins favorable à l'islam¹. « Un accent considérable est placé sur la compréhension des aspects positifs de l'Islam, alors qu'un accent similaire sur les aspects positifs du christianisme, du judaïsme ou de toute autre religion ou système de croyances dans le Moyen-Orient manque complètement », explique la lettre.

Si l'impudence de cette décision peut en avoir surpris certains, elle n'a certainement pas choqué JVP ou toute autre organisation luttant pour les droits des Palestiniens. Après la nomination par Trump de Kenneth Marcus, farouchement pro-israélien, comme secrétaire adjoint pour les droits civils l'an dernier, des groupes comme JVP ou Palestine Legal [ont alerté](#) sur le fait que Marcus pousserait le DOE à primer le soutien pro-palestinien à l'université.

La [pétition](#) de JVP est intitulée « Trump ne peut nous réduire au silence ». Elle déclare :

En tant qu'universitaires de disciplines et d'universités variées, nous sommes horrifiés et perturbés par les tentatives de l'administration Trump pour promouvoir une vision étroite et néoconservatrice des études sur le Moyen-Orient.

Nous reconnaissons l'investigation sur Duke/Chapel Hill pour ce qu'elle est : un avertissement que si les universités autorisent une discussion ouverte sur les droits humains palestiniens, elles risquent de subir une investigation fédérale, d'être publiquement réprimandées et de voir leurs financements coupés.

Nous disons non. Les droits humains palestiniens sont une des questions les plus urgentes et les plus importantes de notre temps. Réduire le débat académique de cette question pour apaiser l'administration Trump va contre tous les principes de la libre expression et de la liberté académique.

Nous nous engageons à continuer de parler sur la Palestine à enseigner l'histoire palestinienne, de citer les ouvrages des universitaires palestiniens, d'organiser des événements sur la Palestine et d'inviter des orateurs, des travailleurs du secteur culturel et des militants palestiniens dans nos classes et nos universités.

Nous ne nous laisserons pas intimider.

Tallie Ben Daniel est la directrice pour la recherche et l'éducation de *Jewish Voice for Peace*. Elle a dit Mondoweiss que le problème du gouvernement n'est pas cette conférence particulière, c'est plutôt de trouver un catalyseur pour faire avancer son agenda. « Ils sont toujours en train d'attendre que quelque chose de cette sorte se produise », a-t-elle expliqué. « L'objectif à long terme est de créer une culture de peur et Kenneth Marcus a travaillé là-dessus pendant des décennies. La situation à l'université est déjà terrifiante et maintenant c'est pire ».

Daniel a souligné que la question de la libre expression universitaire a été prise en otage par la droite sous Trump mais qu'elle espérait aussi que le débat sur ces questions avait ouvert plus d'espace pour des voix pro-palestiniennes. « La Palestine est devenue une question centrale de la politique progressiste au cours du gouvernement de Trump », a-t-elle dit, « cela semble normalisé et donc dans ce sens je suis optimiste ».

Michael Arria (Michael Arria est le correspondant de Mondoweiss pour les Etats-Unis).

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

1 N. d. Trad. : L'article VI de la loi sur l'enseignement supérieur des Etats-Unis accorde des subventions aux universités qui établissent un réseau collaboratif de programmes en langues étrangères ou en études régionales ou internationales, au niveau licence (*Bachelor*).

date créée
2019/10/20